

Des chauffeurs VTC réclament au gouvernement le maintien des aides

Se voyant refusés l'accès au fonds de solidarité, une centaine de chauffeurs de VTC ont manifesté, ce mercredi 3 février, devant le ministère de l'Économie.

Temps de lecture : minute

3 février 2021

Après les indépendants l'an dernier, c'est au tour des chauffeurs de VTC de faire entendre leur mécontentement. Une centaine d'entre eux se sont rassemblés ce mercredi 3 février devant le ministère de l'Économie pour dénoncer des "dysfonctionnements" dans le fonds de solidarité, censé pallier la baisse de leur activité.

Mardi 2 février, le ministère de l'Économie annonçait avoir identifié 23 000 versements "*probablement indus*" à des entreprises ayant fait appel au fonds de solidarité pour un montant global de 30 millions d'euros. Dans le cadre de sa politique actuelle pour sauver les entreprises, le gouvernement a déposé plusieurs milliards d'euros sur la table au profit des entrepreneur·euse·s. En contrepartie, il entend bien vérifier que les entreprises et les indépendants respectent les conditions d'octroi des aides mises à leur disposition.

L'INV (intersyndicale nationale VTC) proteste contre la suspension des aides prévues par le fonds de solidarité qui a touché plusieurs chauffeurs après la décision de Bercy de procéder à davantage de contrôles pour éviter les fraudes. Brahim Ben Ali, son secrétaire général, a évoqué des refus "*incompréhensibles*" parce que, "*quand on regarde les dossiers, il*

n'y a eu aucun problème sur les déclarations." Même si la plupart des cas finissent par se régler, il dénonce de nombreux blocages qui laissent des travailleurs indépendants sans aucun revenu.



À lire aussi

Le fonds de solidarité pourrait marquer un virage dans la protection des indépendants

"Nous, les indépendants, on est dans la survie, pas dans la fraude", a insisté Brahim Ben Ali. "On commence à arriver au bout de ce que l'État peut distribuer et ils essaient de trouver le moindre petit prétexte pour supprimer les aides" , a-t-il ajouté. "Les oubliés du fonds de solidarité vont au devant des plus démunis et devant le ministère des Finances" , scande au mégaphone Brahim Ben Ali, secrétaire général de l'intersyndicale nationale VTC (INV), à l'initiative du mouvement.

Une distribution alimentaire pour symboliser leur précarité

Pour marquer le coup, le syndicat INV avait décidé d'organiser une distribution alimentaire pour les plus précaires devant Bercy. Plus de 2

000 euros ont été récoltés pour financer cette action. L'idée a germé après avoir vu une vidéo d'étudiants faisant la queue pour une aide alimentaire. *"C'est aussi pour contrer le ministère. Les étudiants sont dans la galère, nous aussi on l'est, mais on montre qu'on peut donner quand même"* , explique Hecham Toudrissin, qui n'a quasiment plus travaillé depuis mars. *"Il y en a qui essaient d'aller jusqu'à 15 heures de connexion (sur les applications) par jour, mais ils vont générer entre 50 et 80 euros de chiffre d'affaires. Cela ne couvre rien du tout"* , déplore Brahim Ben Ali. Le fonds de solidarité est censé indemniser les travailleurs des secteurs les plus durablement touchés par la crise sanitaire, dont font partie les chauffeurs VTC.

Actuellement, 300 000 demandes d'aide font l'objet de vérification et 250 contractuels ont été recrutés pour accélérer le traitement de celles-ci.

Article écrit par Maddyne avec AFP